

Un corvidé paralyse la gare

BERNE Un corvidé, corneille ou corbeau, a provoqué hier un certain chaos en gare de Berne. L'oiseau est à l'origine d'un court-circuit qui a entraîné un dérangement sur une ligne de contact. L'incident a provoqué des retards jusqu'à 30 minutes, tant vers Olten que vers Fribourg, Neuchâtel ou Bienne. La situation s'est normalisée vers 11 heures. **ATS**

La Confédération veut montrer l'exemple

Efficacité énergétique » L'administration fédérale, les Ecoles polytechniques fédérales (EPF) et les entreprises liées à la Confédération ont augmenté leur part d'énergies renouvelables de 36% en 2006 à 59% en 2015. L'efficacité énergétique est passée de 17,3% en 2013 à 26,7% l'an dernier: l'objectif de 25%, qui devait être atteint en 2020, est donc dépassé, se sont réjouis les responsables des différents projets hier au siège de l'Empa, à Dübendorf (ZH). «Mais les succès du début sont les plus faciles», a relevé le sous-directeur de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) Daniel Büchel.

Dans son message sur le premier paquet de mesures de la Stratégie énergétique 2050, le Conseil fédéral avait attribué à la Confédération, responsable de près de 2% de la consommation énergétique suisse, un rôle de modèle dans ce domaine.

Une déclaration d'intention a été signée en novembre 2014. Elle lie l'Administration fédérale, par le biais de l'Office fédéral des constructions et de la logistique, le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), le domaine des EPF, La Poste, les CFF, Skyguide et Swisscom, qui

forment le «Groupe Exemplarité énergétique de la Confédération».

23,8%

Les économies d'énergie effectuées par La Poste

Tous les membres du groupe n'en sont pas au même stade. La Poste, qui a remplacé sa flotte de scooters, a amélioré son efficacité énergétique de 23,8%. Le DDPS a encore du pain sur la planche puisque l'amélioration est de 5,4%.

Swisscom figure parmi les bons élèves avec un gain d'efficacité énergétique de 34%. Outre de nouveaux bâtiments équipés des normes énergétiques les plus récentes, un test s'est révélé très prometteur pour les bâtiments de petite taille: l'utilisation des prévisions météorologiques pour activer ou désactiver le chauffage a déjà permis d'économiser 28% de la consommation énergétique.

Des pourparlers sont en cours pour l'extension du groupe à la Suva et aux aéroports de Genève et de Zurich. »

ARIANE GIGON, ZÜRICH

ALIMENTS

L'ÉTIQUETAGE AMÉLIORÉ

Les denrées alimentaires fabriquées en Suisse selon des prescriptions étrangères et vendues sur le marché helvétique devront être complétées au niveau de l'étiquetage. Le Conseil fédéral a modifié hier la pratique dite du Cassis de Dijon pour accroître la confiance des consommateurs helvétiques. Il vise davantage de transparence dans l'étiquetage. L'ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017. **ATS**

DÉBITEURS

SÉQUESTRE SANS FRONTIÈRE

Les débiteurs domiciliés à l'étranger ne pourront plus se soustraire à leurs obligations s'ils ont des biens en Suisse. Le Conseil fédéral a décidé hier d'étendre les possibilités de séquestre à partir du 1^{er} janvier 2017. Un créancier pourra séquestrer les valeurs patrimoniales d'un débiteur et commencer une procédure d'exécution forcée à son encontre si le défunt avait son dernier domicile en Suisse. **ATS**

RENVOIS

UN PAS VERS L'APPLICATION

Les nouvelles dispositions pour le renvoi des criminels étrangers se précisent. Le Conseil fédéral a envoyé hier en consultation jusqu'au 30 septembre onze ordonnances qui complètent la loi révisée après l'acceptation par le peuple de l'initiative UDC en 2010, suivie par un rejet de l'initiative de mise en œuvre en février dernier. La nouvelle loi concoctée par le parlement entre en vigueur le 1^{er} octobre. **ATS**

FINANCE SUISSE

PIRATE ARRÊTÉ EN BOSNIE

Une enquête internationale a permis d'arrêter en Bosnie un pirate informatique qui avait tenté de faire chanter plusieurs instituts financiers à Zurich et à l'étranger l'été dernier. Ses victimes avaient reçu un courriel les menaçant d'une attaque informatique si elles ne lui versaient pas un montant calculé en bitcoins dans les 24 heures. L'enquête a montré qu'il s'agissait d'un cas à dimension internationale. **ATS**

VALAIS

UN ALPINISTE PERD LA VIE

Un alpiniste écossais de 64 ans a fait une chute dans une crevasse dans la région du Finsteraarhorn, dans le Fieschertal haut-valaisan, mardi vers 10h30. Il est décédé sur les lieux de l'accident. L'alpiniste évoluait avec un compatriote lorsqu'il a glissé sur une plaque de neige et fait une chute de quatre mètres dans une crevasse. Son compagnon a rejoint la cabane de l'Oberaarjoch pour avertir les secours. **ATS**

SAINT-GALL

ISSUE FATALE EN TRACTEUR

La chute d'un tracteur dans une pente escarpée a été fatale à son conducteur mardi soir à Kri-nau (SG). Le véhicule est sorti de la route avant de faire des tonneaux dans l'herbe. Il a terminé sa course 100 mètres en contrebas dans un bois. Son conducteur, âgé de 52 ans, a été éjecté. Les secours n'ont pu que constater sa mort, a indiqué hier la police saint-galloise. **ATS**

La migration grève le budget 2017 de la Confédération. La droite ne se laissera pas faire au parlement

L'asile desserre le frein à l'endettement

« PHILIPPE BOEGLIN

Finances fédérales » L'asile n'a pas fini de déchaîner les passions sous la Coupole fédérale. Il s'invite à présent dans le débat du budget 2017, présenté hier par le Conseil fédéral, sous un jour qui satisfait peu certains partis politiques. Et pour cause: les coûts liés à la migration devraient exploser l'année prochaine de quelque 850 millions supplémentaires par rapport à 2015.

Les conséquences s'annoncent lourdes, puisque le déficit s'établirait à 600 millions, soit 300 millions de plus que ce que le frein à l'endettement autorise. Parant au plus pressé, le gouvernement propose donc de «sortir» 400 millions du budget et de les déclarer «extraordinaires», pour remettre les chiffres dans le noir.

«Nous n'avons pas une marge de manœuvre énorme sur le budget de l'asile»

Ueli Maurer

La droite grince des dents. «Il est très dangereux de contourner le frein à l'endettement de la sorte», critique Thomas Aeschi, conseiller national (udc, ZG), et membre de la commission des finances. Le PDC lui emboîte le pas. «Il n'est pas question de lever le frein à l'endettement sans avoir mené au préalable une large discussion», s'agace la formation dans un communiqué.

Les démocrates-chrétiens voudraient bien l'aide au développement trinquer pour compenser.

«Au vu de la situation de l'asile, (cette possibilité) doit être étudiée.» On le voit, le parti du centre ne relâche pas la pression sur ce secteur: lors de la dernière session, il avait soutenu – en vain – le renvoi au Conseil fédéral du crédit d'engagement.

Au travail plutôt qu'au social La pilule ne passe pas mieux auprès du PLR. «Le mécanisme du frein à l'endettement ne doit pas être continuellement contourné par des dépenses extraordinaires», tonne le parti. Qui promet «d'examiner la proposition d'un œil critique».

Les libéraux-radicaux en profitent pour appeler à une réduction des frais de l'asile. «L'incitation à s'intégrer rapidement sur le marché du travail doit être renforcée. Car la Confédération paie l'aide sociale pour les requérants admis provisoirement durant 5 à 7 ans, une durée trop longue», avance Jacques Bourgeois, conseiller national (plr, FR) et membre de la commission des finances.

Ueli Maurer garde son calme On le voit, le débat promet de faire des étincelles au parlement. Cela n'émeut pas outre mesure le ministre des Finances Ueli Maurer. «Nous n'avons de toute façon pas une énorme marge de manœuvre sur le budget de l'asile: nos obligations vis-à-vis du système Schengen sont contraignantes. En plus, le Conseil fédéral fait ce qu'il peut; il vient par exemple de durcir la pratique à l'égard des Erythréens», plaide le conseiller fédéral UDC.

D'ailleurs, même si le parlement venait à refuser de placer les fameux 400 millions dans les dépenses extraordinaires, le frein à l'endettement devrait bien être tenu d'une autre ma-



Les critiques de la droite au parlement n'émeuvent pas outre mesure le ministre des Finances Ueli Maurer.

Keystone

nière. Prévoyant, le Conseil fédéral a prévu un «plan B». Mais plusieurs secteurs en pâtiraient. La formation et recherche devrait faire une croix sur 110 millions de francs, le trafic sur 85 millions, tandis que l'agriculture, l'armée et les relations avec l'étranger renonceraient à 50 millions chacune.

En attendant, des cures d'économies supplémentaires (du type du programme de stabilisation 2017-2019) s'avèrent inévitables, selon Ueli Maurer. Les budgets 2018 à 2020 risquant de présenter des pertes allant de 1,4 à 2 milliards, «il faudra envisager l'abandon de certaines tâches et réexaminer à moyen terme les dépenses fortement liées.»

L'AVS en première ligne

Traduction: la prévoyance sociale, comme l'AVS ou les subsides à l'assurance-maladie, se trouvent en première ligne. Il n'en fallait pas plus pour faire bondir le PS, qui dénonce les «cadeaux de plusieurs milliards offerts aux actionnaires et grandes entreprises» dans la 3^e réforme de l'imposition des entreprises (RIE III).

Mais le Conseil fédéral ne compte pas agir sur ce seul plan. A l'orée de ces années difficiles, il aimerait bien se procurer une marge de manœuvre élargie. Il a

ainsi chargé le Département des finances de plancher sur un assouplissement du frein à l'endettement. Si l'idée déplaît fortement à une grande partie de la droite, le PDC la soutient. «Notre dette est à un niveau confortable. Nous devons donc penser aux investissements du futur, comme l'AVS ou les infrastructures.» »

600

En millions de francs, le déficit prévu pour 2017.